



REVUE DE PRESSE

Samedi 09 mars 2019



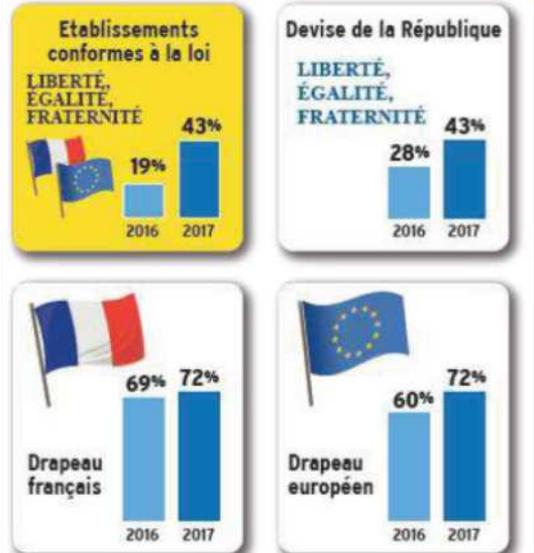
- Une loi va imposer l'affichage en classe des paroles de la Marseillaise et des drapeaux français et européen
- Une association dévoile que 57 % des collèges et lycées charentais ne respectent pas le cadre actuel.



Marc Hugédé devant le collège Anatole-France, dans le quartier de l'Houmeau à Angoulême, un établissement qui remplit ses obligations.

Photo Quentin Petit

Résultats des deux enquêtes réalisées sur les 67 établissements du secondaire en Charente



Source : Association Laïcité République Charente

INFOGRAPHIE CL

Des drapeaux très discrets à l'école

Colin PRADIER
c.pradier@charentelibre.fr

Le 19 février, la loi Blanquer, « pour une école de la confiance », était adoptée à l'Assemblée nationale. Parmi les nouvelles dispositions réglementaires, les paroles de la Marseillaise, les drapeaux européen et français devront être affichés dans chaque classe. Une nouvelle réglementation extrêmement ambitieuse au vu des résultats de l'enquête de l'association Laïcité République Charente dévoilés aujourd'hui. L'étude réalisée entre fin 2017 et juin 2018 - la seule de France - montre que 57 % des collèges et lycées publics et privés sous contrat de Charente ne respectent pas le cadre réglementaire fixé par la loi Peillon en 2013. Cette

loi impose aux écoles, aux collèges et lycées publics et privés sous contrat d'apposer sur leur façade la devise de la République, les drapeaux tricolore et européen. « Ça n'est pas une lutte politique. C'est un combat sociétal. Les symboles ont une valeur capitale, surtout dans notre monde où l'image est reine », déclare Marc Hugédé, membre de l'association.

Des symboles confisqués

L'enquête réalisée auprès des 67 établissements de l'enseignement secondaire de Charente montre quand même un progrès. La première étude de 2016 révélait que seuls 19 % des établissements charentais étaient en conformité. La dernière enquête montre que 43 % appliquent la

réglementation. « Nets progrès. Doit poursuivre son effort, résume Jean-Louis Phlippoteau, président de l'association et ancien proviseur du Lycée de l'image et du son d'Angoulême (Lisa). L'affichage de notre devise, des drapeaux français et européen est un symbole fort pour créer et développer le sentiment d'appartenance à la communauté nationale et permettre, ainsi, l'adhésion aux valeurs de la République. Ces symboles ont été trop longtemps confisqués par des idéologies politiques alors qu'ils appartiennent à tout le monde et transcendent les clivages. » Malgré cette amélioration dans l'application de la loi, l'association s'interroge sur cette forte proportion d'établissements encore « hors-la-loi ». « Pourquoi et com-

« Ça n'est pas une lutte politique. C'est un combat sociétal. »

ment 57 % des chefs d'établissement, fonctionnaires de l'État ou directeurs d'établissement recevant les subsides de l'État, alors qu'ils ont été rappelés à l'ordre suite à notre première enquête, n'appliquent pas correctement la loi de la République? S'agit-il de négligence? De prise de position personnelle? L'action politique consiste-t-elle à occuper le terrain de la communication ou à contrôler la réalisation de ses décisions?»

Sur le fronton du Lisa, drapeaux et devise trônent. Pour Thierry Roul, l'actuel proviseur, cet affichage est une évidence. « Dans mon précédent établissement, j'ai demandé la présence des drapeaux 365 jours par an. Je n'ai pas attendu la loi. Au-delà de l'affichage, il est essentiel de faire vivre les valeurs de la République au quotidien. Nos élèves sont associés à la conception du règlement intérieur et à de nombreuses décisions. Les prochaines dispositions de la loi Blanquer? Nous avons déjà suffisamment à faire avec la réforme du bac pour le moment, mais si on me demande d'afficher la Marseillaise et les drapeaux en classe, je le ferai évidemment. » L'association prépare une nouvelle enquête sur les 400 écoles primaires du département.

François Constantin, directeur du lycée Saint-Paul à Angoulême

« On confond l'objet et la démarche »

D'après l'enquête, le lycée Saint-Paul, plus gros établissement privé d'Angoulême avec 1 500 élèves, fait partie des 12 établissements privés sur 13 qui sont hors des clous. François Constantin, le directeur, s'en agace. « Nous n'avons pas affiché la devise sur notre fronton, mais concernant les drapeaux, nous sommes en conformité avec la loi. Et puis, qui sont ces personnes qui ont réalisé l'enquête? Que savent-ils de la transmission des valeurs citoyennes à nos élèves? Je suis favorable aux symboles, bien sûr, mais il ne faut pas s'arrêter à ça. On ne juge pas un livre à sa couverture. Si la question sous-jacente est de savoir si Saint-Paul prône les valeurs de la République, la réponse est évidemment oui. On confond l'objet et la démarche, là. Le jour de la rentrée, les élèves signent



Photo Quentin Petit

une charte éducative et de confiance qui est nourrie par les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. En tant que catholiques, nous avons un petit faible pour cette dernière. Être catholique ne nous dispense pas d'être des citoyens respectueux des valeurs de la République. Nous formons avant tout des citoyens. Je crois qu'il serait temps d'entrer dans un dialogue plutôt qu'être sans cesse dans la stigmatisation. »

Marie-Christine Hébrard, directrice académique

« C'est un bel outil de travail »

Arrivée à la tête de la direction académique des services de l'Éducation nationale (DASEN) de Charente fin août 2017, Marie-Christine Hébrard s'était étonnée des résultats de la première enquête de l'association Laïcité République Charente qui montrait que seuls 19 % des établissements du département étaient dans la norme fixée par la loi Peillon. Elle avait adressé une circulaire à tous les établissements pour leur rappeler leurs obligations. Certainement l'une des causes du progrès constaté. « Je trouve ce type d'initiative intéressant. C'est un bel outil de travail pour nous. Les résultats sont encourageants, mais nous devons répondre de manière plus appuyée pour que le cadre réglementaire soit appliqué plus massivement. Ces symboles posent



Photo Majid Bouzidi

un cadre pour ces valeurs qui transcendent nos engagements individuels et nos croyances. Elles doivent être portées par un discours de sens et d'engagement et des actions fortes. Je pense à l'amphithéâtre de la cité scolaire Valois-Rostand à Angoulême rebaptisé Andrée-Gros-Duruisseau, du nom d'une résistante charentaise, ou des actions entreprises tous les ans pour le devoir de mémoire au collège Jean-Moulin à Barbezieux. »

Les professeurs tractent aujourd'hui contre la réforme des lycées

Des enseignants syndiqués et non syndiqués profitent de la journée portes ouvertes dans les établissements charentais pour distribuer aux familles un tract qui explique leur refus des réformes du lycée et de la voie professionnelle. Une étape de plus d'une mobilisation lancée depuis plusieurs mois déjà. Dans ce tract commun, les profs listent les « dangers de la réforme du lycée » qui prévoit la disparition des séries au profit d'un parcours que les élèves devront construire eux-mêmes en choisissant des spécialités. Les enseignants pointent aussi la réforme du lycée professionnel qui « ne va pas dans l'intérêt des élèves ». En résumé: « C'est une réforme injuste, imposée sans concertation et qui creuse un peu plus les inégalités sociales! »

Choix d'un logement: le calme, critère n° 1

Le salon de l'immobilier se tient ce week-end à Carat. Tour d'horizon des intentions d'achat, des critères de choix, du profil des acquéreurs...

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

44 % des habitants de Nouvelle-Aquitaine envisagent de déménager. C'est un peu moins que la moyenne nationale, largement portée par la région parisienne (49 %). C'est ce que révèle l'Observatoire de la vie quotidienne dans une étude menée pour Foncia et la presse régionale en 2018.

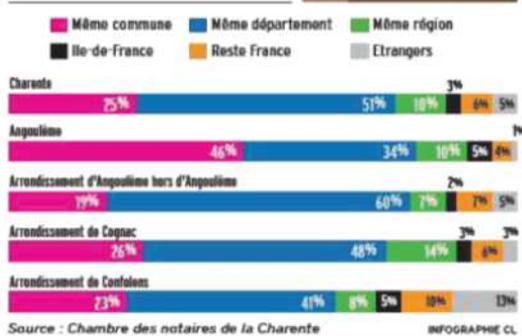
18 % des Français envisagent d'acheter prochainement une résidence principale ou secondaire (construction ou achat d'ancien), donnée qui grimpe à 30 % pour les moins de 35 ans. Et 12 % envisagent de louer prochainement un nouveau logement.

Plutôt facile de trouver un logement? 62 % des Néo-Aquitains répondent que oui. Là encore, c'est un peu au-dessus de la moyenne nationale. Sachant que de grandes disparités existent entre des villes où l'immobilier est très tendu, comme Bordeaux, et la Charente qui garde des prix parmi les plus bas de France et une bonne accessibilité.

Il est intéressant d'observer que le critère numéro 1 pour choisir un logement en Nouvelle-Aquitaine est le calme: 57 % des Néo-Aquitains le citent comme critère privilégié.

Trois quarts d'acquéreurs locaux

Le profil des acquéreurs selon leur origine géographique par secteur



Devant le prix et la proximité avec le lieu de travail et les commerces. Alors qu'au niveau national, le prix reste le premier élément déterminant dans le choix d'un logement. 70 % des Français estiment que des travaux sont nécessaires dans leur logement. Pour 18 %, il s'agit de travaux de grande ampleur

(abattre une cloison, refaire le sol...). 52 % estiment n'avoir besoin que de petits travaux (peinture, ameublement...).

Mais alors qui sont ces acquéreurs qui investissent en Charente? La chambre des notaires de la Charente a, grâce à sa base de données Perval, que chaque

76 % des acquéreurs charentais sont déjà des habitants du département et 25 % achètent dans la commune où ils vivent.

notaire remplit lorsqu'il signe un acte, pu établir quelques éléments de réponse. En 2018, 17,4 % des acquéreurs avaient moins de 30 ans et 19,4 % plus de 60 ans. La tranche d'âge la plus représentée parmi les acquéreurs reste celle des 30-39 ans (27 %).

Les Britanniques vendent plus qu'ils n'achètent

La grande majorité des acquéreurs restent des locaux. Pour 76 %, ils sont charentais. 25 % s'installent même dans la commune où ils vivent déjà. Parmi les 24 %, la moitié vient de la région Nouvelle-Aquitaine et 4,7 % sont des étrangers. Si les Britanniques restent les plus gros acquéreurs de Charente, ils ont plutôt tendance à vendre qu'à acheter en ce moment: ils représentent aujourd'hui 2,7 % des acquéreurs contre 7,2 % en 2008. « À cause du Brexit bien sûr, analyse Mathieu Lafontaine, agent immobilier et président de la Fnaim, syndicat des professionnels de l'immobilier. Mais aussi parce que la vague qui s'est installée entre 1995 et 2008-2009, et qui avait à l'époque majoritairement, 50-60 ans, a désormais 75-80 ans et préfère rentrer en Angleterre pour se rapprocher de la famille. »

Au programme du salon

Constructeurs, agences immobilières, mandataires, banques, courtiers, chambre des notaires... Une cinquantaine d'exposants attendent les visiteurs à l'Espace Carat à L'Isle-d'Espagnac, ce samedi de 10h à 19h et demain de 10h à 17h. Le salon, organisé par Charente Libre et Sud Ouest Publicité, sera ponctué de mini-conférences accessibles à tous:

Aujourd'hui

11h. Marché de l'immobilier en Charente: les prix remontent (avec Mathieu Lafontaine, de la Fnaim, et Isabelle Braastad, présidente de la chambre des notaires).

15h. Achat d'un terrain: les précautions à prendre (avec Frédéric Léger, de Géomètre expert).

16h. Investissement locatif: les opportunités en dehors du dispositif Pinel (avec Gauthier Malard, d'Arkés Immobilier Conseil, et Charlotte Hauttecoeur, de la Bourse de l'immobilier).

17h. Achat-rénovation: les pièges à éviter (avec Anne Mathieu, de la Bourse de l'immobilier).

Demain

11h. Financement: les aubaines 2019 (avec Corine Coudère, de Taux moins cher).

15h. Projet de construction: du lancement aux finitions (avec Laureline Debelle, de BCMI, et Yvon Le Bihan, d'Arkés On Life).

Entrée gratuite. Tout au long du week-end, Leroy Merlin proposera des ateliers « Make it » gratuits. Les participants repartiront avec le petit objet qu'ils auront fabriqué sur place. Restauration possible de 12h à 14h.

- C'est portes ouvertes aujourd'hui à Jean-Monnet et Louis-Delage
- Qui doivent expliquer une réforme sur laquelle ils ont peu de visibilité.

Dans les lycées, l'heure de la pédagogie

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Foi de collégiennes: «Le lycée, c'est grand!» À Cognac, l'établissement Jean-Monnet a ouvert ses portes, hier en soirée – une première un vendredi pour répondre aux attentes des parents – et renouvellera l'opération aujourd'hui, comme le lycée Louis-Delage. Beaulieu, le privé, l'a déjà fait début février. Et si les familles sont surtout curieuses de découvrir les lieux, il s'agit aussi cette année de parler de la réforme et des nouveautés que cela entraîne (lire également ci-dessous).

«Pas grand-chose sur le passage de la 3^e à la 2^e», note Patrick Marcuzzi, le proviseur de Jean-Monnet. Désormais, les enseignements communs seront les mêmes pour tout le monde en 2^e. Sont rendues obligatoires les sciences économiques et sociales et les sciences numériques et technologie. Parmi les options, une petite nouvelle fait son apparition au lycée général de Cognac. Elle s'appelle «Cav» pour cinéma audiovisuel. «C'est une option qui nous intéressait. On a une équipe d'enseignants impliquée dans la filmographie.» Attention, ce n'est pas comme le Lisa, le lycée d'Angoulême qui propose, lui, une véritable spécialité. À noter que les trois sections européennes, deux



Les premiers collégiens ont été accueillis hier au lycée Jean-Monnet, qui innovait en ouvrant ses portes dès le vendredi. Photo J. P.

en anglais et une en espagnol, sont reconduites. Mais les places sont chères. «On a souvent deux demandes pour une place.»

«Peu de visibilité»

Si ce n'est pas bien compliqué, donc, pour ceux qui entrent en 2^e, c'est le passage de la 2^e à la 1^{re} qui se corse. Fini les filières S, ES ou L. Les élèves vont devoir choisir trois spécialités de 4h par semaine en

plus du tronc commun. Pour le lycée Jean-Monnet, les sept spécialités seront dans la continuité de ce qui est pratiqué ici: «maths», «sciences physiques», «sciences de la vie et de la terre», «sciences économiques et sociales», «humanités, littératures et philo», «langues, littératures et cultures étrangères», «histoire géo, géopolitique et sciences politiques». «Ce qui est compliqué, c'est qu'on n'a pas de recul sur les choix que vont faire les élèves. Du fait de la nouveauté, on a peu de visibilité», glisse Patrick Marcuzzi, qui précise que rien ne change pour les huit filières technologiques.

Des «transformations dans l'enseignement» auront lieu en 2^e bac pro et 1^{re} année de CAP au lycée Louis-Delage. «Il sera notamment demandé aux élèves de réaliser un chef-d'œuvre», explique Thierry Florin, le proviseur. L'établissement accueille 260 élèves; Jean-Monnet plus de 1.000. Sur une circonscription où les effectifs sont cette année en augmentation. «Avec la base aérienne et le secteur dynamique du cognac», observe Patrick Marcuzzi.

Et les manuels gratuits?

C'est Alain Roussel qui l'a annoncé: à la rentrée, dans la région Nouvelle-Aquitaine, les manuels seront gratuits pour les élèves de 2^e et 1^{re}. Aux établissements scolaires de faire la démarche d'achat. «Quelles vont être les modalités d'organisation?», interroge la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves), qui se chargeait jusque-là avec la Peep (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public), de la location des manuels et de la bourse aux livres. «Pour l'instant, nous n'avons pas été contactés», indique Patrick Marcuzzi, qui ne peut donc apporter aucune réponse.

Portes ouvertes au lycée Jean-Monnet, ce samedi, de 9h à 12 heures, au lycée Louis-Delage de 9h à 12h30 et de 14h à 16h.

Distribution de tracts à l'entrée des établissements

Alors que des centaines de parents sont attendus aujourd'hui dans les établissements de Charente, des professeurs «syndiqués et non syndiqués» ont prévu de distribuer des tracts pour s'opposer à la réforme du lycée, qui, selon eux, «ne va pas dans l'intérêt des élèves». Sur le document, ces professeurs dénoncent un «appauvrissement de la formation» dans la voie générale, des

inégalités territoriales liées au fait que tous les lycées n'offrent pas les mêmes spécialités, «la dégradation des conditions d'étude et d'apprentissage»... Pour les élèves de CAP et de bac pro, c'est «la baisse des heures de cours» qui pose question. Elle fait, selon les enseignants, «baisser la qualité de formation des élèves du lycée professionnel».

Le chiffre 11.500

euros. C'est le montant du chèque remis par le club Soroptimist à l'Aserc, hier matin (photo CL). Les bénéficiaires du salon Talents de femmes, qui s'est tenu en novembre à Cognac, sont destinés au centre Suzanne-Noël, qui accueille les femmes victimes de violences conjugales, rue de Segonzac. En 2018, 26 victimes ont fait appel au centre, essentiellement via le numéro vert: 0800 16 79 74. «Sept femmes et 14 enfants ont été accueillis au sein de l'hébergement d'urgence», relève Patrick Richard, le président de l'Association socio-éducative de la région Cognac, qui gère le centre. 399 nuitées ont été comptabilisées. «19 femmes ne sont venues qu'une ou deux fois. Ce sont aujourd'hui des victimes silencieuses pour lesquelles nous n'avons pas les moyens d'agir.»



ANIMATIONS

Du bio et de la littérature. Lancées hier, les rencontres bio-littéraires, organisées par le Texte Libre et Biocoop, se poursuivent ce samedi, avec à 11h une balade à vélo au départ du kiosque du jardin public (dès 8 ans). Il y aura des lectures pour les enfants à l'arrivée à l'Orangerie, suivies d'un déjeuner tiré du sac au théâtre à midi. L'après-midi sera animé par des ateliers ludiques. Cette 10^e édition se clôturera à 17h, toujours au théâtre, par la projection du film «Wadjda», l'histoire d'une petite fille en Arabie Saoudite qui veut un vélo.

Animations gratuites, sur inscription au 05 45 32 20 52.



Le cirque forme les pompiers

Ils étaient une dizaine hier matin, autant la veille.

Les pompiers de Cognac

étaient invités par le cirque Claudio Zavatta à découvrir l'envers du décor... dans un objectif de formation.

«L'idée, c'est qu'ils puissent voir les lieux, les risques qu'il peut y avoir, explique Vincent Justin. Quand il y a un accident, le plus difficile, c'est la reconnaissance. C'est là où on perd du temps.»

Les pompiers sollicitent régulièrement les cirques lorsqu'ils s'installent. Mais les portes ne leur sont pas toujours ouvertes.

Nez rouge et rose tendresse à la Cale

La Compagnie «Née au Vent» propose «Toi... t», ce soir, en entrée libre. Une pièce drôle et touchante, sur fond de vivre ensemble.

On avertit le public de la Cale. Ce soir à 19h, c'est une grosse production qui se pose dans la salle de spectacle du centre social de Crouin. Et des clowns intellectuels: Caillou et Luna.

Visez un peu. Des boîtes en carton, un tableau noir, des confettis et des serpentins pour tout décor. Sur la piste, Claire Néel, 37 ans, de Charente, et Camille Moukli-Pérez, 36 ans, du Vaucluse, deux artistes formées au Samovar, l'école dédiée aux «clowns, burlesques et excentriques» de Bagnolet, en région parisienne. Le spectacle? «Toi... t», aussi avare de textes que l'est Harpagon de ses deniers, entre cirque et théâtre. «Une grosse production», confirme tout sourire Claire Néel, avant de se rattraper: «Non, il ne faut pas écrire ça. Ni intellectuel quand même, on plaisante.»

L'expression plutôt que les mots

Trop tard, trop amusant et tendre comme cette pièce promet de l'être, peaufinée cette semaine en résidence à la Cale par ces deux artistes au nez rouge de la Compagnie «Née au Vent». Deux



Camille Moukli-Pérez, alias Caillou, et Claire Néel, alias Luna, ont peaufiné leur pièce cette semaine en résidence.

Repro CL

clowns qui ont choisi l'expression plutôt que les mots, pour jongler avec le rire et l'émotion dans ce spectacle qui conte la rencontre de Caillou et Luna, aussi différentes que Descartes et Pascal.

La première construit sa maison, a des projets, les pieds sur terre, son territoire. Confort et quotidien, cartésienne. La seconde n'a rien, rêve juste de s'envoler au fil de son cerf-volant. Légèreté et insouciance, pensée libre. Luna se pose un jour chez Caillou. Le choc et le refus, d'abord. Les habitudes bous-

culées pour l'une, les illusions perturbées pour l'autre. Deux univers qui s'entrechoquent, puis se contaminent, évoluent, se transforment. La différence, l'étranger, l'acceptation de l'autre, la migration, l'amitié, les thèmes se bousculent dans ce «Toi... t» au fond de vivre ensemble. «On peut être différent et aller ensemble, puis rêver encore plus fort ensemble», glisse Claire Néel. Parole de clown.

G. B.

«Toi... t», par la Cie «Née au Vent», à la Cale de Crouin, ce soir à 19h. Entrée libre.



■ CHÂTEAUBERNARD

Un cadre contraint pour le budget

Gros morceau du conseil municipal, jeudi soir à Châteaubernard, le rapport d'orientation budgétaire n'a guère suscité de débat. Michel Damy, adjoint en charge des finances, a présenté un bilan du compte administratif 2018, qui montre un résultat de la section de fonctionnement de 558.685€ et un report disponible pour le budget primitif 2019 de 1.028.705€.

Afin de mettre en perspective des chiffres qui peuvent paraître flatteurs, il a ensuite montré comment, depuis dix ans, le résultat de la section de fonctionnement a été divisé par deux, sous l'influence de la baisse des dotations et de la hausse des contributions.

«*En particulier, dit-il, la dotation globale de fonctionnement est passée de 394.181€ en 2008 à 0€ en 2018.*» Au niveau local, «*c'est la baisse de la dotation de solidarité communale, versée par l'Agglo, qui a été réduite de 70.000€ en 2017 et encore de 200.000€ en 2018. Elle subira encore une réduction en 2019 et 2020.*» Au total, pour 2018, la perte de ressources s'établit à 774.442€.

C'est dans ce cadre contraint que sont présentées les premières orientations pour 2019, avec une prospective de budget de fonction-

nement de 5.193.000€ et de 1.796.000€ pour l'investissement. Dans ce chapitre, sont notamment prévus l'aménagement de la rue de la Commanderie afin de sécuriser l'abord de l'école primaire, la reprise du réseau d'eaux pluviales rue des Quillettes et le remplacement des véhicules des services techniques.

Pierre-Yves Briand, le maire, veut retenir que «*les très fortes restrictions au niveau de l'État et de l'Agglo devraient s'atténuer, et les bases fiscales restent dynamiques.*»

Au sujet de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, l'édile souligne que «*le trop-perçu va être compensé dès cette année, et que le calcul qui avait trop impacté Châteaubernard va être réétudié.*»

Autre sujet abordé lors de ce conseil, la convention liant la police municipale de Châteaubernard aux forces de sécurité nationales.

Sur demande de Jean-Claude Fayemendie, son responsable, Jean-Michel Julien a été appelé par le maire pour s'exprimer sur ses relations avec ses collègues, policiers de Cognac ou gendarmes de l'air.

Pour lui, «*c'est un partenariat de tous les jours.*». À noter que leurs armes vont être changées, afin de les harmoniser avec celles des autres forces de sécurité.

Droits des femmes, combat permanent

■ La Journée internationale pour les droits des femmes hier s'est traduite par une forte mobilisation dans plusieurs villes de France

■ Les inégalités salariales et les violences sexistes étaient notamment dénoncées.

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées hier dans plusieurs villes de France, à l'occasion de la 42^e Journée internationale pour les droits des femmes, pour dénoncer notamment les inégalités salariales et les violences sexistes. Plus d'un an après le choc «Me-Too» et quelques semaines après la nouvelle déflagration «Ligue du LOL», «il y a encore beaucoup de choses à faire» en matière d'égalité des sexes, a dit à Valérie Lorek, une militante de la CGT rencontrée à Lille. Les participants étaient invités

Le chiffre 120M

Emmanuel Macron a annoncé hier que la France va consacrer 120 millions d'euros à un fonds pour soutenir la lutte contre les violences et les discriminations faites aux femmes dans le monde.



«Ne me dites pas comment m'habiller, dites leur de ne pas me violer», avait écrit en anglais sur sa pancarte cette manifestante hier place de la République à Paris. Photo AFP

à manifester et/ou à débayer à partir de 15h40, heure théorique à partir de laquelle les femmes travaillent «gratuitement», à en croire les associations féministes, estimant qu'elles sont payées en moyenne 26 % de moins que les hommes.

A Paris, des milliers de personnes se sont rassemblées place de la République, sous des banderoles proclamant «A salaire égal, travail égal», ou encore «Ni à prendre, ni à violer, quand c'est non, c'est non». Beaucoup d'hommes, notamment des jeunes, étaient présents, comme Saïd, 31 ans, dont la pancarte affichait: «Moi je ne suis pas comme ça» (pas sexiste). Les militant(e)s féministes ont été rejoint(e)s sur la place par les jeunes qui manifestaient pour le climat, sous une banderole «Détruisons le patriarcat, pas le climat». Une cinquantaine de femmes algériennes protestaient contre le

code de la famille de leur pays et la nouvelle candidature du président Abdelaziz Bouteflika. Les manifestants étaient 750 à Rennes selon la police, 350 à Lille selon les organisateurs, et quelques centaines à Toulouse, où les participantes scandaient: «Solidarité avec les femmes du monde entier».

Humour et militantisme

200 personnes ont manifesté à Strasbourg, plusieurs centaines à Marseille et 600 à Grenoble, dont des femmes employées dans les écoles. «Il est acquis que les femmes savent bien s'occuper des enfants, qu'elles savent bien faire le ménage, donc on leur fait faire n'importe quoi comme horaires», ironise Emmanuelle Sappey, 55 ans, animatrice périscolaire. La nouvelle génération féministe manie l'humour avec des slogans

parfois crus: «Le jour je me rase les jambes, la nuit je rase les murs» (à Marseille sur le Vieux-Port) ou «La planète, ma chatte:

«Il n'y aura plus de silence, plus de passe-droit, plus d'habitude sur le féminicide.»

protégeons les zones humides» (à Paris, place de la République). Plusieurs manifestantes arboraient des gilets jaunes, à Paris comme à Grenoble, à la veille de l'acte 17 du mouvement. Alors que les grandes entreprises sont tenues par la loi de publier

Le prix Simone-Veil à une Camerounaise

Emmanuel Macron a remis hier le premier prix Simone-Veil à la Camerounaise Aïssa Doumara Ngatansou (photo AFP) qui gère une association d'aide aux victimes de viols et de mariages forcés dans son



pays. Ce prix, remis à l'occasion de la 42^e journée internationale des droits des femmes, a été créé par le chef de l'État en hommage à l'ancienne ministre Simone Veil, décédée en 2017, qui a défendu la loi de 1975 sur la légalisation de l'IVG en France. Il est doté de 100.000 euros. S'exprimant à l'Élysée devant un grand portrait en noir et blanc de Simone Veil, Aïssa Doumara Ngatansou a déclaré accueillir ce prix «avec beaucoup d'émotion» et l'a dédié «à toutes les femmes victimes de violences et de mariages forcés, à toutes les rescapées de Boko Haram», le groupe jihadiste actif au Nigéria et dans les zones frontalières.

leur «index de l'égalité hommes-femmes» depuis le 1^{er} mars, la ministre du travail Muriel Pénicaud a souligné que les entreprises mal notées (moins de 75 points sur 100), et dont l'État est actionnaire seront rappelées à l'ordre et que des sanctions pourraient tomber «dès cette année». Au côté de l'égalité professionnelle, la lutte contre les violences faites aux femmes est l'autre grand thème de ce 8-Mars. Tous les trois jours en France, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint. Depuis le 1^{er} janvier, le bilan atteint déjà 30 victimes. «Il n'y aura plus de silence, plus de passe-droit, plus d'habitude sur le féminicide», a commenté hier le président Emmanuel Macron, sur Twitter.

«Grève féministe» d'ampleur en Espagne

Comme l'an passé où elles avaient été des millions à se mobiliser pour leurs droits, les Espagnoles étaient en grève hier.

Pour la deuxième année consécutive, l'Espagne a célébré hier le 8 mars avec une «grève féministe» et des manifestations massives à Madrid (350.000 personnes) et Barcelone (200.000 personnes), alors que le sujet a pris une forte dimension politique à quelques semaines des élections législatives du 28 avril. «Combien de femmes occupent de hautes fonctions? Très peu. Et ce n'est pas car elles ne sont pas bien formées, c'est parce que l'égalité n'existe toujours pas», a dé-

«Si nous arrêtons, le monde s'arrête.»

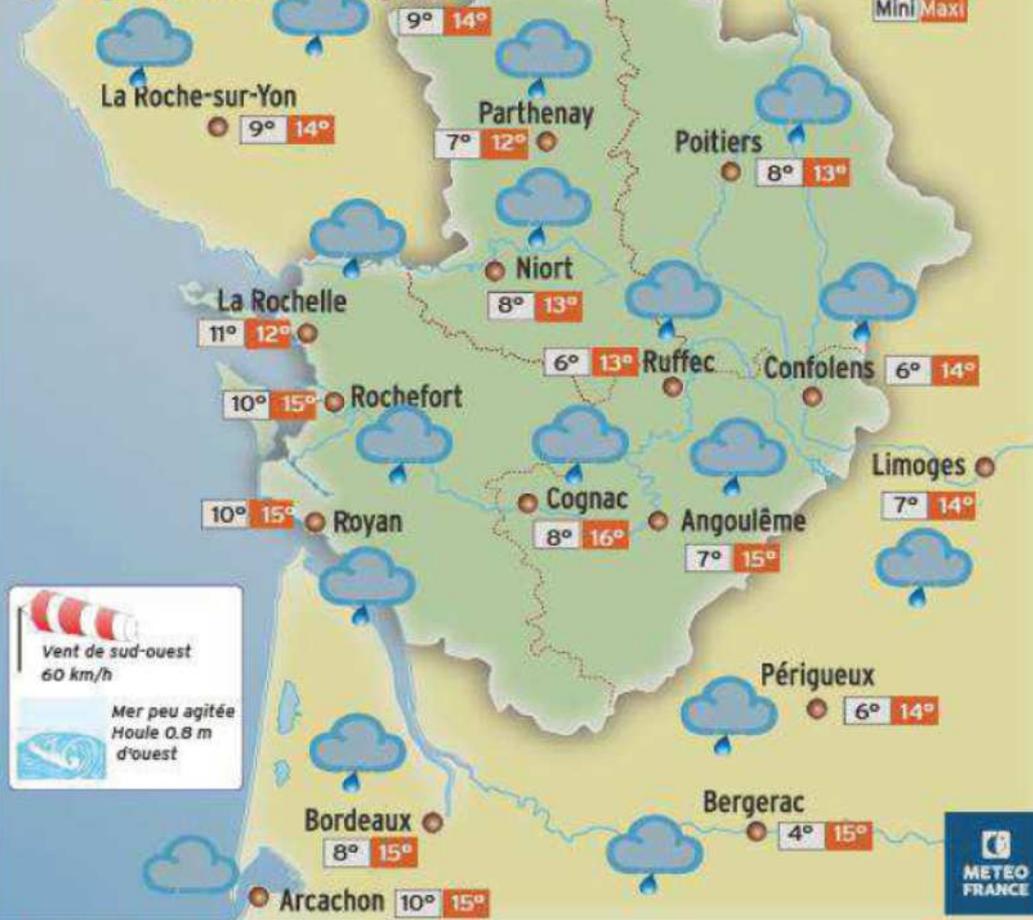
noncé Maria Nuñez, retraitée de 70 ans, à Barcelone. A Madrid, une marée violette, couleur du féminisme, défilait en promettant que la ville serait «la tombe du machisme».

Clara Lopez, 29 ans, y portait une pancarte disant «je choisis comment je m'habille et avec qui je me déshabille». «Si nous nous arrêtons, le monde s'arrête». Avec ce slogan pour mot d'ordre, les Espagnoles avaient observé auparavant tout au long de la journée des arrêts de travail d'au moins deux heures. Et un an après une première «grève féministe» qui avait mobilisé des millions de personnes à travers le pays, le mouvement a été de nouveau très suivi.



Plus de 350.000 personnes manifestaient hier soir à Madrid. Photo AFP

Cet après-midi



Temps maussade.

Le temps reste couvert, gris et humide, avec des pluies faibles ou du crachin assez fréquents. Le vent est orienté Sud-Ouest à Ouest, modéré à assez fort, avec des rafales de 40 à 60 km/h de l'intérieur des terres vers les îles.

Dimanche



Lundi



Mardi



Mercredi



Jeudi



Vendredi



HIER

	Mini	16h
Angoulême	8°	13°

L'égalité hommes-femmes, ça s'exige

SOCIÉTÉ Des milliers de personnes ont manifesté hier, protestant contre les inégalités salariales et les violences faites aux femmes, en France et dans le monde

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées hier dans plusieurs villes de France, à l'occasion de la 42^e Journée internationale pour les droits des femmes, pour dénoncer notamment les inégalités salariales et les violences sexistes.

Plus d'un an après le choc « Me-Too » et quelques semaines après la nouvelle déflagration « Ligue du LOL », « il y a encore beaucoup de choses à faire » en matière d'égalité des sexes, dit Valérie Lorek, une militante de la CGT rencontrée à Lille.

Les participants étaient invités à manifester et/ou à débrayer à partir de 15 h 40, heure théorique à partir de laquelle les femmes travaillent « gratuitement », à en croire les associations féministes, estimant qu'elles sont payées en

moyenne 26 % de moins que les hommes.

« Non c'est non »

À Paris, des milliers de personnes se sont rassemblées place de la République, sous des banderoles proclamant « À salaire égal, travail égal », ou encore « Ni à prendre, ni à violer, quand c'est non, c'est non ». Beaucoup d'hommes, notamment des jeunes, étaient présents, comme Saïd, 31 ans, dont la pancarte affichait : « Moi je ne suis pas comme ça ».

Les militant(e)s féministes ont été rejoint(e)s sur la place par les jeunes qui manifestaient pour le climat, sous une banderole « Détruisons le patriarcat, pas le climat ».

Une cinquantaine de femmes algériennes protestaient avec force youyous contre le code de la famille de leur pays et la nouvelle candidature du président Abdelaziz Bouteflika.

Les manifestants étaient 750 à Rennes selon la police, 350 à Lille selon les organisateurs, et quelques centaines à Toulouse, où les participantes scandaient : « Solidarité avec les femmes du monde entier ». Plusieurs manifestantes arboraient des gilets jaunes, à Paris comme à Grenoble, à la veille de l'acte 17 du mouvement.

Pour le gouvernement, la lutte pour l'égalité se mène aussi à l'étranger, via une « diplomatie féministe » qu'il entend promouvoir via sa présidence du G7 en 2019.



Place de la République à Paris, hier. PHOTO JULIEN MATTIA/LE PICTOR/LJM

Dans cette optique, Emmanuel Macron a remis vendredi matin le premier Prix Simone-Veil à la Camerounaise Aissa Doumara Ngatanou, qui gère une association d'aide aux victimes de viols et de mariages forcés dans son pays.

Le blocage dans les prisons se poursuit

SOCIAL Des débrayages ont eu lieu dans plusieurs établissements, hier, après l'attaque de mardi



À Condé-sur-Sarthe, les surveillants restent mobilisés. PHOTO AFP

La prison d'Alençon/Condé-sur-Sarthe (Orne), où deux surveillants ont été poignardés mardi par un détenu radicalisé, est restée bloquée hier, pour la troisième journée consécutive par des surveillants, un mouvement social qui a conduit à des débrayages dans plusieurs prisons françaises.

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, et le directeur de l'administration pénitentiaire, Stéphane Bredin, rencontreront la semaine prochaine les organisations syndicales, ont fait savoir dans la soirée la Chancellerie et la Direction de l'administration pénitentiaire.

À Condé, dans la matinée, les forces de l'ordre sont intervenues pour y déloger les manifestants le temps que de la nourriture puisse entrer dans la prison et que les officiers puissent prendre leur service. Les barrages ont été reformés aussitôt. Un homme souffrant de problèmes psychologiques a déclenché un bref mouvement de panique, peu avant midi, devant le centre pénitentiaire normand en se présentant aux manifestants avec une machette, avant d'être interpellé. Âgé d'une trentaine d'années, l'homme a dit aux manifestants être venu pour les soutenir, selon le syndicat FO.

Une agression à Meaux

Devant la prison de Meaux, une barricade a été dressée en milieu d'après-midi après l'agression de deux surveillants hier matin. « Un

détenu s'est rebellé après un feu de cellule vers 11 heures. Il s'est replié au fond de sa cellule avec un poinçon artisanal », a précisé Giovanni Buchle, délégué FO. Deux surveillants ont été blessés en le sortant. Une vingtaine de surveillants ont opéré un blocage total, selon le syndicaliste.

D'après l'administration pénitentiaire centrale, trois autres prisons ont également été bloquées vendredi matin, celles de Seysses-Muret (Haute-Garonne), d'Orléans et des Baumettes à Marseille.

Un blessé est sorti de l'hôpital

Mardi, après l'agression de deux surveillants avec des couteaux en céramique, Michaël Chiolo, 27 ans, s'était retranché avec sa compagne pendant près de dix heures dans l'unité de vie familiale (UVF) de la prison. Après de vaines tentatives de négociations, le Raid avait lancé l'assaut, conduisant à l'interpellation du détenu et à la mort de sa compagne.

Le surveillant le moins grièvement blessé est sorti de l'hôpital. « L'autre n'est pas près de sortir », a précisé Emmanuel Guimaraes, délégué national FO.

« Quand on entend les énormités de la ministre de la Justice qui dit qu'on ne comprend pas pourquoi les gens n'ont pas été fouillés, c'est à tomber à la renverse. On ne peut pas faire de palpation sur les visiteurs extérieurs », a regretté Stéphane Canuti, délégué de FO-Pénitentiaire en Corse.



Les gilets jaunes promettent d'être nombreux à Bordeaux comme à Paris. PHOTO F. COTTEREAL/SUD OUEST

Un acte XVII qualifié de « décisif »

GILETS JAUNES Plusieurs figures du mouvement appellent à marquer le coup ce week-end avec un « sit-in » à Paris et des manifestations

À l'aube d'une nouvelle journée de mobilisation des gilets jaunes, aujourd'hui, les contestataires entendent donner un nouveau souffle à un mouvement qui est apparu en perte de vitesse le week-end dernier, avec 39 000 manifestants dans le pays pour l'acte XVI contre 46 000 lors de l'acte XV la semaine précédente.

Sur Facebook, point de ralliement avant chaque mobilisation, le groupe Acte Décisif : Nous ne bougerons pas I, lancé par la France en colère, annonce une nouvelle forme de mobilisation. Les participants étaient « invités » à se rassembler dès hier, à 18 h 30, afin de participer à un « sit-in de trois jours », jusqu'à lundi matin, sur « le Champ de mars », à Paris. Ils préviennent « qu'à défaut de l'annonce de vraies mesures », ils pourraient rester « au-delà » du week-end « si nécessaire ».

Cet appel bénéficie de l'approbation de certaines figures des gilets jaunes, qui entendraient même s'installer dans la capitale jusqu'au week-end suivant, le 16 mars, date de la clôture du Grand Débat. Eric Drouet, une figure du mouvement, a déclaré lundi : « Samedi, ça va être une date très très importante. Il y a énormément de choses qui se mettent en place : les voitures, les hébergements, etc. ». Une ambition également affichée par Maxime Nicole.

En attendant le 16 mars

Au-delà de cet événement parisien, qui devrait drainer un certain nombre de gilets jaunes qui défilent habituellement en province, des manifestations sont encore programmées dans plusieurs villes, notamment dans le Sud-Ouest.

En Gironde, Bordeaux, place forte du mouvement, aura droit, comme chaque samedi depuis le mois de décembre, à sa manifestation. Sur Facebook, le groupe acte XVII : 20 000 à Bordeaux, appelle à un rassemblement, à 13 heures, sur la place de la Bourse. Un autre groupe, Cortège féministe : acte XVII, les femmes pren-

GILETS JAUNES

Depuis le 17 novembre 2018

12 morts dont 11 dans des accidents de la circulation.

Les blessés
1 500 policiers
2 200 manifestants

506 cas recensés* de violences policières dont au moins:
370 manifestants
54 journalistes
36 mineurs/lycéens
16 passants
14 « street medics »...

13 095 tirs de LBD au 2 mars 2019.

83 enquêtes de l'IGPN / IGGN concernant des tirs de LBD.

1 300 comparutions immédiates
1 500 dossiers en attente

LES CHIFFRES CLÉS

La mobilisation le samedi

I	287 710
II	166 000
III	136 000
IV	136 000
V	66 000
VI	38 600
VII	32 000
VIII	50 000
IX	84 000
X	84 000
XI	69 000
XII	58 600
XIII	51 400
XIV	41 500
XV	46 600
XVI	39 300 manifestants

75% des radars automatiques détériorés ou détruits.

Le coût économique
5 milliards d'euros sur 1 trimestre

300 personnes placées sous mandat de dépôt
1 800 condamnations en 3 mois

Sources : ministère de l'Intérieur, ministère de l'Économie, médias. *recensés par le journaliste David Dufresne au 8 mars 2019.

24 HEURES EN FRANCE

Perturbations dans les aéroports

BREXIT Le mouvement de grève des douaniers, amorcé en début de semaine pour réclamer des moyens supplémentaires face au Brexit, doit se poursuivre ce week-end avec de « fortes perturbations » notamment dans les aéroports parisiens, ont averti hier, les syndicats. Des « actions sont prévues au niveau des voyageurs » dans les aéroports parisiens aujourd'hui et demain.

Les jeunes mobilisés pour le climat

ENVIRONNEMENT « Détruisons le parti-carat, pas le climat » : entre 200 et 300 jeunes ont défilé hier, à Paris pour la quatrième semaine consécutive pour le climat, dans le sillage du mouvement lancé par l'adolescente suédoise Greta Thun-

berg, mais aussi pour défendre les droits des femmes « Les petits pas, les petits pas, ça ne suffit pas », « on est plus chaud que le climat » ou encore « anticapitalistes », ont scandé les élèves et étudiants pendant plus d'une heure.

Sanofi va supprimer 200 postes

INDUSTRIE Le groupe pharmaceutique Sanofi va supprimer environ 230 postes dans ses activités commerciales en France, notamment parmi les visiteurs médicaux.

SUD OUEST.fr
Droits des femmes : un an et demi après #MeToo, qu'est-ce qui a changé ?

« REVENDICATION OU VIOLENCE ? »

Christophe Castaner s'est demandé hier, à Marseille « quelle trace » voulaient laisser les gilets jaunes, « celle de la revendication ou celle de la violence ? ». Dans les manifestations, a déploré le ministre, « des casseurs viennent pour frap-

per pour casser, pour piller, pour insulter aussi. Vous avez vu cette dernière tendance qui consiste à jeter des excréments sur la police ? ». À Marseille et à Montpellier, des policiers ont essayé des jets d'excréments samedi dernier.

ment la rue !, appelle à se mobiliser au même endroit et à la même heure.

Sur les réseaux sociaux, nombreux sont les gilets jaunes à miser sur un second souffle de la manifestation pour le 16 mars. D'autant que les gilets jaunes pourraient

être accompagnés de « gilets verts », une grande marche pour le climat étant prévue, ce jour-là.

Le député LFI François Ruffin a appelé hier les gilets jaunes à « sortir » partout en France pour l'acte XVIII de leurs manifestations hebdomadaires.

Avec les aviateurs de la BA 709 au Niger

ARMÉE 40 hommes de la base aérienne de Cognac sont déployés en permanence à Niamey, au Niger, pour faire voler les drones. « Sud Ouest » les a rencontrés



Jonathan Guérin
envoyé spécial à Niamey
j.guerin@sudouest.fr

Dans le jargon militaire, on appelle cela une Opex, pour opération extérieure. Et les Opex, les hommes de la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard en connaissent un rayon. En effet, une quarantaine d'entre eux s'y relaie en permanence à Niamey, la capitale du Niger. C'est là, dans le sable rouge du désert, qu'une base aérienne française a poussé depuis 2013, dans le cadre de l'opération Barkhane. Leur mission : contribuer à lutter contre les groupes armés terroristes du Sahel.

Pour cela, les militaires charentais ont une particularité : le drone Reaper. La BA 709 de Cognac est la seule en France à en être doté. Alors leurs compétences sont mises en application sur l'opération Barkhane. « Tout ce qu'on apprend, on le met en œuvre ici, analyse le commandant d'escadrille François, 33 ans. Mais il faut bien dire que ça ne fait plaisir à personne d'être en guerre. Être à Niamey, ça apporte simplement le sentiment d'avoir pu travailler de manière accomplie. »

Sur la base aérienne, l'escadron de drones dispose de son propre enclos. Il se situe à proximité de la piste civile de l'aéroport de Niamey. D'un côté, les drones, que l'on abrite du sable sous d'immenses tentes, de l'autre, des préfabriqués où la climatisation tourne à plein régime pour compenser les 30 à 50° qu'il fait suivant la saison. « Ce sont des conditions relativement confortables, témoigne le commandant François. Au tout début, nous n'avions pas de structure en dur. Tout se faisait sous des tentes où il faisait jusqu'à 40°. »

Entre deux à quatre mois

Un confort qui n'est pas vraiment du luxe car les militaires travaillent sept jours sur sept. Et cela tout le temps de leur détachement, qui varie de deux à quatre mois. « On donne tout, sans compter nos heures, alors il faut être bien reposé », souligne le sergent-chef David. Cet homme de 33 ans est opérateur image. C'est lui qui guide la caméra du drone. « Nous sommes soumis à une concentration extrême durant trois heures. Il faut être en forme. Moi, je m'en sors par le sport. » Jour ou nuit, ils doivent être prêts en permanence.

« On est vraiment imprégnés par la mission »

officiers y dorment par deux, les autres par quatre ou six. Mais le camp n'étant pas encore totalement développé,

Quitte à déranger ses collègues de chambre pour aller travailler.

Les logements sont rustiques. Les



Une partie du personnel de l'escadron de drones pose devant le hangar du Reaper, sur la base. PHOTOS J.G.

certaines n'ont droit qu'à une tente partagée. Heureusement, pas les pilotes. « Nous, les pilotes de drones, faisons des rythmes atypiques », dévoile le capitaine Albane, 32 ans. « Donc le sommeil est important. Nos conditions de vie sont particulières. Certains de mes amis disent qu'ils ne

pourraient pas faire ça. Moi je pense qu'on est câblé pour ça ou qu'on ne l'est pas. En tout cas, j'en suis à mon quinzième détachement et je ne suis pas désespérée. »

Un foyer pour décompresser

Ce que l'on note, sur place, c'est l'extrême concentration des mi-

litaires. « On est là pour faire le job, donc on est vraiment imprégnés par la mission », dévoile le capitaine Thomas, dont c'est le quatrième détachement à Niamey. « J'ai beaucoup appris sur moi », livre le caporal Octave, un pompier de 22 ans. « C'est une expérience enrichissante. On sort de sa zone de confort et on voit les choses autrement. Ça me servira à l'avenir. » Les soldats ne font pas que travailler. Le soir, il

est de tradition de se retrouver au foyer Harfang (du nom de l'ancien drone). Dans cette partie du camp de vie, les hommes peuvent accéder à des boissons, des glaces, quelques friandises vendues par les Nigériens. « C'est un moment où on échange entre les différentes unités », note le capitaine Benoît, chef des mécaniciens du drone. « Boire une petite bière au bar, ça aide à parler des sujets. Et on y retrouve

des militaires de tous les grades, du sergent au colonel. Ce genre de moment de convivialité, ça fait du bien. » Des instants pour rappeler qu'ils sont des hommes, même s'ils font la guerre.

SUD OUEST.fr

Visitez l'escadron drone de Niamey en vidéo.

Abonnés.

« C'est presque devenu ma deuxième maison »



Sur le camp de vie, le Wifi est disponible. La technologie permet aux militaires de garder le contact avec la famille

TÉMOIGNAGES Les militaires sont coupés de leur famille pendant des semaines. Ils se confient sur le manque de leurs proches

Entre deux et quatre mois. Voilà la période pour laquelle les militaires partent en détachement. Cette vie à 4 000 km de la Charente reste un moment particulier pour les militaires. « Disons qu'après avoir fait notre mission, on est suffisamment rincé pour être content de retourner à la maison », souffle le commandant d'escadrille François.

Mais justement, comment faire face au manque des proches ? Le premier élément de réponse vient de la technologie. Sur le camp de vie, le Wifi est disponible. « On n'est pas déconnecté », se félicite le commandant François. « On n'a pas accès à Internet tous les jours dans certaines mis-

sions, mais ici c'est faisable, donc c'est appréciable, admet le capitaine Albane. C'est important de garder le contact, mais il ne faut pas non plus être trop dedans. Nous, on est très occupés et la bascule sur le terrain se fait vite. J'ai toujours pensé que c'était plus dur pour le conjoint qui reste en France. »

« Mon fils me réclame »

Le sergent-chef David prolonge cette réflexion : « Le risque, si on donne des nouvelles tous les jours, c'est qu'il y a une dépendance qui s'installe. »

Alors, comment font les conjoints en attendant le retour de leur compagnon ou compagne

de Niamey ? « Nous n'avons pas d'enfant mais c'est toute une organisation, confie le capitaine Albane. En même temps, c'est un ancien militaire donc il sait que je dois partir. Après, laisser sa femme pendant deux mois, il peut y avoir une appréhension... »

Quand la famille compte des enfants, les choses se compliquent, comme peut le dire le sergent-chef Christophe, technicien. « Mon fils de 2 ans me réclame, oui... Et ma conjointe sait que je fais mon job. Mais de là dire que c'est facile, non. Alors on s'appelle tous les jours, même si ce n'est pas longtemps, pour savoir si tout va bien. »

Le capitaine Benoît en est à sa 21^e opération extérieure, dont 8 à Niamey. « J'ai toujours vécu comme ça, donc j'ai pris le

rythme. » À la maison, c'est toute une organisation : « J'ai trois enfants, de 8, 11 et 14 ans. La plus grande aide sa mère. Pour le plus jeune, c'est plus dur. Il est un peu perturbé à l'école. »

La guerre et les enfants

Même routine pour le sergent Guillaume, technicien : « C'est ma 15^e mission à Niamey. J'y suis resté en tout deux ans et demi donc je connais tout le monde, c'est presque devenu ma deuxième maison. À tel point que quand je suis chez moi, ma femme me demande : "Tu pars quand ?" ! »

Comment expliquer la guerre aux enfants ? « Mes jumeaux de 4 ans voient le drone passer au-dessus de la maison donc ils comprennent que papa s'occupe de cet avion. » Le capitaine Thomas tente d'être pédagogue :

« J'essaye d'être simple avec mes enfants. Je leur explique que je pars au Niger pour chasser les méchants et qu'ils ne viennent pas les embêter en France. »

L'armée essaye également de prendre soin des familles. « Il y a un meilleur accompagnement, notamment avec une assistante sociale, tient à noter le sergent-chef David. Ça évolue dans le bon sens. L'armée prend en compte ceux qui restent, car ils sont aussi importants que ceux qui partent. »

Heureusement, tous les militaires interrogés soulignent que la fraternité d'armes joue à plein sur la base. « C'est un système où l'on se côtoie tout le temps, explique le capitaine Benoît. Alors ça dépasse le contexte militaire. Des amitiés se créent. On est un peu comme une famille. »

Un quotidien bien particulier

Sur la base, le quotidien est très particulier. Dès le matin, les militaires font du sport. L'activité est en effet interdite en journée, en raison des fortes températures. Ces dernières obligent à avoir la climatisation partout. Mais à la saison des pluies, au Niger, le sable se transforme en boue.

Le midi, direction le mess. Cette cantine est gérée par l'armée. On y trouve une cuisine française traditionnelle (jambon braisé-gnocchi, magret-pommes dauphines...). Et visiblement, l'art culinaire tricolore séduit : les Allemands et les Italiens des bases étrangères stationnées à proximité du camp français viennent s'y sustenter (ce qui tient aussi à une question d'économies budgétaires). Pour acheter des produits qui améliorent le quotidien, la « boutique France » permet de se ravitailler en chocolat et produits de beauté.

Le camp faisant 18 hectares, les déplacements se font soit à bord de voitures personnelles (pour les plus gradés), soit grâce à des navettes conduites par des Nigériens.

Depuis trois ans, les militaires n'ont plus le droit de sortir de la base pour des raisons de sécurité.



Les militaires n'ont qu'à confier leur linge à la laverie pour le retrouver propre

L'urbanisme condamné à un régime drastique

FONCIER

Le schéma de cohérence territoriale doit jongler entre l'habitat, l'industrie et les terres agricoles

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

« Aujourd'hui, il y a beaucoup de terrains constructibles qui ont des chances de ne plus l'être. » Bernard Mauzé pose très concrètement un enjeu du Schéma de cohérence territoriale (Scot). Ce document va encadrer les règles d'urbanisme pour les vingt ans à venir. Un vrai casse-tête pour le président du Pôle d'équilibre territorial rural (PETR) de l'Ouest Charente, qui regroupe l'Agglo de Grand-Cognac et la Communauté de communes (CdC) du Rouillacais.

Le sujet est technique, mais ses répercussions sont énormes. Le PETR en résume les interrogations dans l'affiche annonçant deux réunions publiques, la semaine prochaine (lire ci-contre) : « Où construire ? Où habiter ? Où travailler ? Où planter ? Où commercer ? Où stocker ? Comment circuler ? »

414 hectares en dix ans

L'élaboration d'un Scot est devenue obligatoire pour avoir le droit de développer des zones économiques. Ses prescriptions s'imposent aux Plans locaux d'urbanisme (PLU). Le Scot doit lui-même obéir aux critères du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sradet), élaboré par le Conseil régional.

Face au recul des terres agricoles, la loi préconise de réduire le mouvement. La Nouvelle-Aquitaine a mis la barre très haut, en s'engageant à diviser par deux l'artificialisation des sols.



Entre la pression des vignes, les besoins de l'industrie et l'habitat, l'équation est difficile. PH. LOUËRN

« on ne pourra pas artificialiser plus de terres en vingt ans que sur les dix dernières années », décrit Bernard Mauzé. Sur la fourchette de référence, 2005-2015, l'Ouest Charente a « consommé » 414 hectares, 92 pour l'économie, 323 pour l'habitat et les équipements.

L'Ouest Charente est confrontée à une équation impossible. La filière viticole veut planter, la pression est forte sur les vignes. Plus de production, cela suppose des chais pour le stockage, des distilleries plus grandes. Ces équipements basculent alors du contingent « agricole » à « industriel », comprimant un potentiel réduit. Les grandes maisons de négoce ont besoin de s'étendre, des entreprises cherchent à s'implanter.

Bref, la centaine d'hectares dévolue à l'économie semble bien insuffisante. L'Ouest Charente espère décrocher entre 60 et 100 hectares de plus, en mettant en avant les spécificités d'un bas-

sin viticole et industriel dont les outils ne sont pas délocalisables.

Chasser les « dents creuses »

La marge de manœuvre pour l'habitat sera également très mince, avec une enveloppe d'environ 280 hectares. Que restera-t-il en bout de course à l'échelle des communes quand le Plan local d'urbanisme déterminera le sort de chaque passerelle ? « Il y aura des arbitrages pas faciles », prédit Bernard Mauzé. Pour se donner un peu d'air, le plan d'aménagement et de développement durable incite à « densifier » l'habitat. « Il y a un gros potentiel avec les "dents creuses", un bout de parcelle non utilisé dans un lotissement, un ancien bâtiment agricole inoccupé... Il faut un urbanisme intelligent. » Mais reconstruire sur l'ancien coûte plus cher qu'investir sur du neuf. « On nous impose des règles. En contrepartie, nous demandons des moyens pour reconstruire la ville dans la ville », lance Bernard Mauzé.

RÉUNIONS PUBLIQUES

CALENDRIER Le temps s'accélère pour le Schéma de cohérence territoriale. Le lancement de la démarche remonte à 2013, après déjà des années de discussion. La gestation a été longue. Le Plan d'aménagement et de développement durable (PADD), qui fixe les grandes lignes stratégiques du Scot, est mûr. Il a été présenté au comité syndical du Scot le 28 février. Il sera détaillé aux habitants lors de deux réunions publiques ouvertes à tous, mardi prochain à 20 heures, à la salle polyvalente de Merpins, et le lendemain à 17 heures, à la salle des fêtes de Saint-Cybardeaux. L'objectif affiché par les élus est de boucler le Scot avant les élections municipales de 2020. « On va avancer à marche forcée. Ce serait bien qu'il y ait quelque chose de clair, de structuré, avant le vote. Sinon on va encore perdre trois ans », juge Bernard Mauzé, président du Pôle d'équilibre territorial rural (PETR).



LE PIÉTON

A eu la chance de partir à Niamey, au Niger, avec les militaires de la base aérienne. Là-bas, un élément rappelle Cognac : un panneau qui indique la direction et la distance avec la maison. Le Bipède sait donc qu'il y a 3 589 km entre la base aérienne de Niamey et la BA 709.



PHOTO J.G.

AGENDA

AUJOURD'HUI

Conférence. À 17 h, « Migration et patrimoine cognacais », par Gilles Bernard, à La Salamandre. Tarif : 6 €. Tél. 05 45 83 09 40.

10^e conférence BIO-LITTÉRAIRE
Cognac à vélo
Vendredi 9 mars 2019 - 18h-22h
Librairie Le Texte Libre
Samedi 9 mars 2019 - 11h-19h
Théâtre L'Avant-Scène
Ateliers pour tous
Conférence Débat
Balades à vélo
Cercle d'échanges
Animations toute la semaine en magasin
biocoop

Où sont les femmes ?

CULTURE Le service Ville d'art et d'histoire organise une visite pour identifier la place des femmes dans la cité. Leur présence est rare

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

Hier, le monde célébrait la Journée des droits des femmes. Le thème a donné des idées à Vincent Bretagnolle. Le sémillant guide du service Ville d'art et d'histoire a concocté une visite OPNI (Objet patrimonial non identifié), prévue demain, intitulée « Où sont les femmes » : « La femme est un peu un thème prétexte pour regarder la ville, confie-t-il. J'vais demander s'il y a des femmes célèbres à Cognac. La réponse est oui, mais elles ne sont pas mises en valeur de manière évidente. »

Le premier exemple est celui de Louise de Savoie. « Voilà une femme politique puissante de Cognac », met en avant le guide conférencier. La mère de François-1^{er} fut deux fois régentes, durant les campagnes de son fils : en 1515, pour la bataille de Marignan, puis en 1525-1526 quand François est fait prisonnier. « Sa fille, Marguerite d'Angoulême, a elle aussi un parcours intéressant, note Vincent Bretagnolle. On peut dire "c'est la sœur de", mais elle fut tout de même une des premières femmes de lettres. Même si François-1^{er} éclipse un peu ça. » Pour toute postérité, Marguerite de Navarre a droit à une rue, qui relie le Jardin public au boulevard de Chatenay. Sa mère a quant à elle droit à une rue parallèle !

Plus proche de nous, Maryse Bastié. Son nom ne vous dit certainement rien. Née en 1898 à Limoges, elle est restée dans l'histoire de l'air



Louise de Savoie, mère de François-1^{er}, séjourna à Cognac.

Mais son empreinte est moins grande que son fils. REPRODUCTION DR

comme la première femme aviatrice. « Son parcours de vie est incroyable, résume le guide. En parallèle de son activité, elle a ouvert un magasin de chaussures à Cognac. » De nombreux établissements scolaires, théâtres, rues et avenues portent son nom... mais pas à Cognac.

Pas de représentation propre

Un état de fait qui synthétise la situation dans la ville. « Si l'on cherche la représentation de la femme dans la ville, on se rend compte que ce n'est jamais pour elle-même mais en tant que symbole.

Par exemple, François-1^{er} a sa statue, Jean Monnet son buste. Les femmes, elles, ne sont jamais représentées comme tel. Ce sont toujours des allégories : sur le monument aux morts, elles représentent la France ; sur l'hôtel François-1^{er}, elles symbolisent le commerce et l'agriculture. »

La seule personne qui a droit à sa propre incarnation est la poétesse féministe azerbaïdjanaise dans le jardin de l'hôtel de ville, en face de l'Orangerie. Alors en matière de promotion de la femme, il semblerait que Cognac ait encore des progrès à faire.

COMMUNES EXPRESS

CHÂTEAUBERNARD

Brevet 80 km. L'association des Verriers cyclotourisme organise un

brevet de 80 km ce dimanche. Départ à 8 h 30 devant la salle Jean-Tardif. Port du casque obligatoire.



Aménagements progressifs et embellissement du centre-bourg de Châteauneuf-sur-Charente.

PHOTO A. M.

Une orientation budgétaire sereine

Le point majeur à l'ordre du jour de la réunion du Conseil municipal de mercredi dernier, à Châteauneuf-sur-Charente, a été consacré aux orientations budgétaires pour 2019. Le rapport présenté par Bernard Lafaye a montré que les investissements et les projets s'inscrivaient dans la continuité des transformations commencées en 2018 pour aménager le centre-bourg et améliorer la qualité de vie des habitants de la commune.

Tous les critères d'une gestion équilibrée des biens publics ont été respectés (il n'y aura pas d'augmentation des impôts locaux en 2019). Les différents tableaux et les ratios qui permettent d'évaluer cette situation, ainsi que les projets chiffrés, restent consultables sur le compte rendu détaillé, en

mairie. Ils attestent de la bonne santé financière de la commune.

Poursuite des travaux

Les orientations ont été votées à l'unanimité. On peut déjà retenir que l'année 2019 sera marquée par la poursuite des travaux en centre-ville et autour de la salle des fêtes.

Comme ils entraîneront des désagréments momentanés pour les habitants et riverains lors de leur réalisation, des informations précises seront publiées en temps utile. Les écoles seront équipées de chaudières nouvelles génération. Un aménagement des parkings devant l'église Saint-Pierre et l'hôpital local est prévu. Plusieurs demandes de subventions (dotation des équipements des territoires ruraux ou DETR, dotation de sou-

tien à l'investissement local ou DSIL, subvention départementale pour le spectacle vivant « Naïa », subventions de la Région et du fonds européen Leader pour le bâti Descoffres - magasin de producteurs -, ont fait l'objet de délibérations validées unanimement au cours de cette séance, pour qu'elles puissent être soumises rapidement aux services compétents.

La participation de la commune à l'association Ailan en faveur des familles, pour la saison 2017-2018, a été votée. Onze parcelles de terrain du lotissement Les Hauts de Bichat sont déjà réservées ; il reste encore des lots disponibles. Enfin, la situation de l'association École de danse a été évoquée dans les questions diverses.

Alain Michaud

Agrilocal à la rencontre des producteurs

CHALLIGNAC

La plateforme d'achat Agrilocal 16 a multiplié les visites chez les producteurs. Avec un arrêt chez les frères Piolé, éleveurs de la poule de Barbezieux

Lancé par le Département fin 2017, Agrilocal 16 est une plateforme Internet d'achat de produits locaux qui met directement en relation les acheteurs de restauration collective (école, collège, lycée, maison de retraite, etc.) et les fournisseurs locaux : 80 fournisseurs et 230 acheteurs à ce jour. Un outil pour promouvoir la filière des circuits courts décliné dans une trentaine de départements. Afin d'entretenir ce lien de proximité avec le territoire, l'association nationale Agrilocal organise en mars l'opération Au pré de la ferme.

Celle-ci vise plusieurs objectifs : mettre à l'honneur les producteurs du territoire, sensibiliser et échanger sur les enjeux du manger local... L'opération a été organisée pour la première fois en Charente. Le Département a multiplié cette semaine les visites chez les producteurs. Avec un arrêt jeudi après-midi chez Vincent et Benoit Piolé, éleveurs de poules de Barbezieux, à Challignac, au lieu-dit Chante-Morlière, en présence de la vice-présidente du Département, Isabelle Lagarde. « Nous avons tout de suite adhéré au principe de la plateforme d'Agrilocal dès le démarrage de notre élevage », explique Vincent Piolé.

Le céréalier, qui a repris la ferme familiale de 180 hectares avec son frère Benoit en 2006, a diversifié son activité en août der-



Benoit et Vincent Piolé ainsi que Gilbert Marchand, le président de l'Aspoulba, adhèrent à la plateforme Agrilocal. PHOTO D.L.

nier avec un premier lot de quelque 700 poulets sur quatre lots prévus.

Aujourd'hui, plus de 2 000 galinacés gambadent dans des enclos spécialement aménagés. Chaque volaille doit disposer d'au moins 4 m². En effet, à partir de 50 jours, elles accèdent à un parcours herbeux et arboré, d'une surface globale de 24 ares pour un lot. « Nous avons récupéré les bâtiments de Gilbert Marchand (le président de l'Aspoulba, Association de sauvegarde de la poule de Barbezieux, NDLR) qui vient d'arrêter son élevage à Salles-de-Barbezieux », ajoute Vincent Piolé.

« Une reconnaissance »

Gilbert Marchand, qui songe à passer le relais à la tête de l'Aspoulba, demeure cependant un fervent défenseur de la poule de Barbezieux. « Pour nous, Agrilocal représente une reconnaissance au bout de vingt ans d'existence de l'Aspoulba. Nous avons depuis fidélisé une clientèle. » Parmi les acheteurs les plus assidus, il n'est pas surprenant de retrouver les

L'Apoulba en quête d'éleveurs

« Notre gros souci est de trouver de nouveaux éleveurs », a martelé Gilbert Marchand, le président de l'Association de sauvegarde de la poule de Barbezieux (Aspoulba). Ils sont actuellement quatre : les frères Piolé (Challignac), le lycée professionnel Félix Gaillard (Salles-de-Barbezieux), Marc et Nicole Billion (Saint-Aulais-la-Chapelle) et Jean-Marie Arsicaud (Berneuil). Or, ce dernier va bientôt partir à la retraite. Avec seulement trois élevages, la filière s'en trouvera fragilisée dans une région à dominante viticole aux revenus bien plus élevés. Difficile alors de faire concurrence. « Pourtant, l'élevage de poules de Barbezieux constitue un bon complément d'activité », plaide M. Marchand. Il est sur une autre piste du côté de Montmoreau où un jeune agriculteur devrait s'installer d'ici un an.

deux cuisines centrales de la Communauté de communes (CdC) des 4B Sud Charente dont le territoire est le berceau de cette race ancienne, reconnaissable par ses oreillons blanc et son plumage noir aux reflets verts. « Nous commandons du poulet de race Barbezieux sur la plateforme Agrilocal environ une fois par trimestre », indique Jean-Luc Messian, technicien restauration à la CdC des 4B.

Sachant que les deux cuisines centrales élaborent 1 500 repas par jour en majorité à destination des écoliers de Barbezieux avec

qui il faut ruser. « Le poulet de Barbezieux est une volaille qui court et donc elle possède une chaire assez ferme qui peut rebuter les enfants », renseigne Jean-Luc Messian. Au chef cuisinier de ruser pour que les chérubins se régalaient. « On accommode le poulet en sauce basquaise ou chasseur avec des champignons », sourit Nadège Quinsac, la chef de cuisine à l'école Jacques-Prévert de Barbezieux. Des astuces qu'il est possible de retrouver sur la plateforme Agrilocal qui propose chaque mois des menus différents.

Delphine Lamy